



**Le spectre de la pénurie alimentaire s'étend dans le monde entier.** Pour l'écartier, certains Etats achètent et cultivent des millions d'hectares de terres à l'étranger, imités par des fonds privés qui misent sur le foncier pour s'abriter de la crise financière.

## Terres nourricières

# Le grand défi alimentaire

MICHEL BEURET

Le 19 novembre 2008, le *Financial Times* révélait cette nouvelle, noyée alors dans les zéros de la crise financière: Daewoo Logistics, filiale du constructeur automobile coréen, convoitait 1,3 million d'hectares de terres à Madagascar, le tiers de toutes les terres cultivées de ce pays très pauvre. «Nous voulons y planter du maïs pour assurer notre sécurité alimentaire. Car dans ce monde, la nourriture peut être une arme. Nous pourrions soit exporter nos cultures vers d'autres pays, soit les envoyer vers la Corée du Sud, en cas de crise alimentaire», a déclaré Hong Jong-Wan, patron de Daewoo Logistics, que cite Doan Bui dans son excellente enquête, *Les affameurs: voyage au cœur de la planète faim* (Ed. Privé, 2009).

Si les Malgaches se sont insurgés contre le prédateur coréen au point de faire chuter leur président de la république (*lire notre reportage p.52-54*), en Ethiopie, en revanche, les investissements indiens et saoudiens, portent déjà leurs fruits (*lire notre reportage p.46-50*). Sur toute la planète, c'est la ruée vers les terres arables. A l'origine du phénomène: la peur du manque, le spectre de la faim.

La faim. Au milieu des années 1990, on la voyait reculer. Le nombre de personnes sous-alimentées, après avoir frôlé le milliard en 1970, se stabilisait à 800 millions en 1995. L'année suivante, au Sommet

mondial de l'alimentation, les dirigeants ont donc cru pouvoir s'engager à réduire de moitié le nombre d'individus sous-alimentés avant 2015. «Ironie de l'histoire, loin de diminuer, ce nombre a progressé au tournant du siècle», écrit Frédéric Lemaître dans un essai synthétique et lumineux: *Demain la faim!* (Grasset, 2009). De 1981 à 2005, le nombre des personnes vivant avec 1,25 à 2 dollars par jour a même doublé, passant à 1,2 milliard.

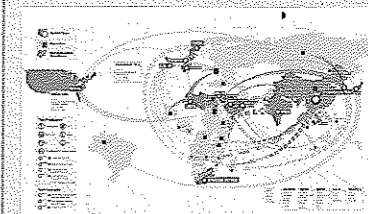
**Un milliard d'affamés.** Aujourd'hui, trois milliards de personnes se privent régulièrement de nourriture (avec 3 dollars par jour), environ 2 milliards souffrent de malnutrition et 1 milliard de la faim, résume Frédéric Lemaître. A la fin 2008, indique la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées, c'est-à-dire ne disposant pas de 2100 kilocalories par jour, est repassé à un milliard, tandis que 9 millions sont mortes de faim.

Au printemps 2008 le prix des matières premières agricoles (riz, blé, maïs, soja, etc.) a brutalement grimpé de 52%, frappant de plein fouet une quarantaine de pays en proie aux manifestations, souvent violentes. Cette crise alimentaire n'a pas épargné certains membres de l'OCDE comme le Mexique, où elle avait même débuté en 2007 avec les «émeutes de la tortilla», consécutives à la hausse du prix du maïs. >>>



PETERIK WIGGERS/FRANCS PICTURES

### DÉFI ALIMENTAIRE SOMMAIRE



• **LA CARTE DES TERRES CONVOITÉES**  
Un Monopoly planétaire a commencé.



• **ETHIOPIE** Les investissements agricoles de compagnies indiennes et saoudiennes portent déjà leurs fruits. Reportage.

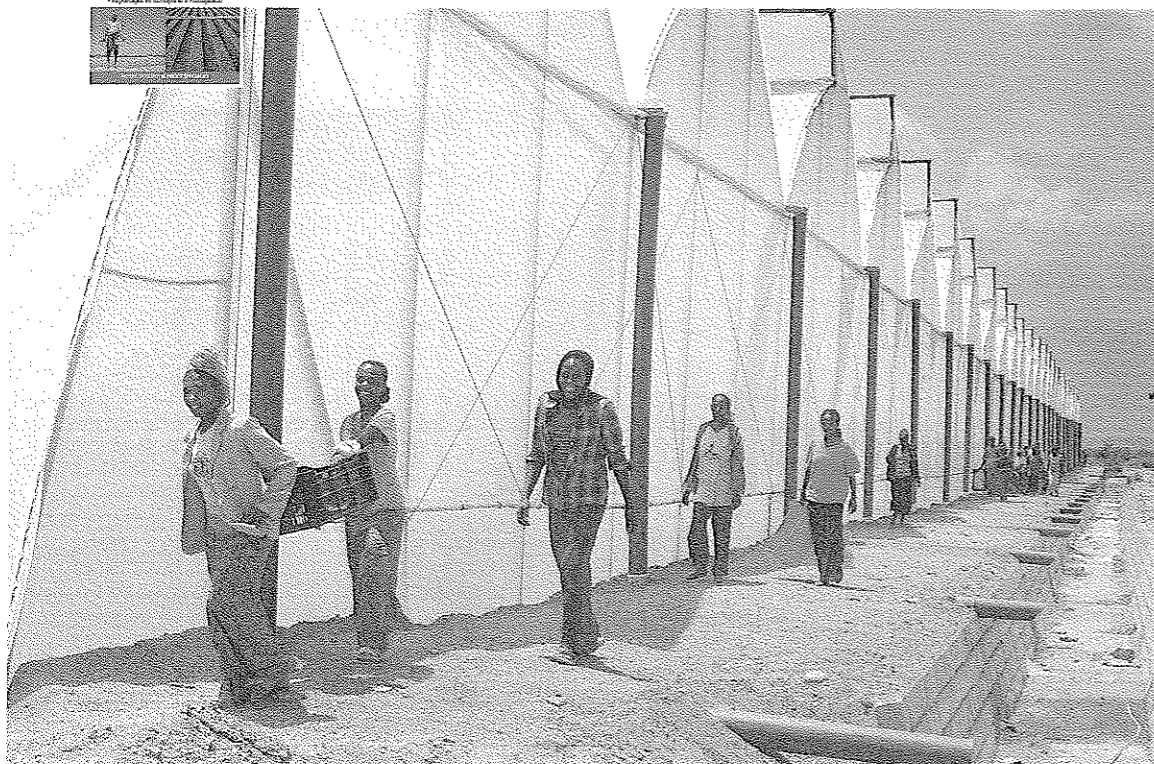
• **CHINE/INDE** Les révolutions vertes ont éloigné la faim. Mais pour combien de temps? Analyse.



• **MADAGASCAR** La fable du dragon coréen qui voulait s'emparer d'un tiers des meilleures terres de l'île... mais s'est fait chasser. Reportage.

• **WIN-WIN?** C'est possible, selon Michael Taylor, de l'ONG International Land Coalition. Mais à certaines conditions. Interview.

**ETHIOPIE** En juin 2009, l'entreprise indienne Karuturi s'est lancée dans l'agriculture intensive dans le pays. La production sera exportée vers l'Asie et l'Europe (*lire notre reportage en p.46-50*).



**SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**  
L'Arabie saoudite craint de ne pouvoir nourrir ses 25 millions d'habitants, dont de nombreux immigrés. Pour assurer son approvisionnement, elle investit à l'étranger. Par exemple en Ethiopie (photo), où elle cultive du maïs et des légumes sous serre.

PETERLIN WIGGERS/PICTURES

>>> Le premier coupable de cette hausse n'est ni le climat ni la politique, pour une fois, mais l'agrocarburant. A ce jour 5% du blé, 10% du maïs et du soja et 20% du sucre produits dans le monde servent à fabriquer de l'essence. Aux Etats-Unis – où 30 millions de personnes auront eu recours aux tickets alimentaires en 2009 contre 17 millions en l'an 2000 – un tiers de toute la production de maïs sert à fabriquer de l'éthanol, du carburant «vert»...

Ces cultures détournent 100 millions de tonnes de céréales de la consommation humaine, s'indignait Jacques Diouf, directeur de la FAO lors du sommet contre la faim de juin 2008. Des cultures souvent subventionnées au Nord, par ailleurs. L'impact des biocarburants expliquerait à lui seul 30% de l'augmentation des prix en 2007-2008, selon l'IFPRI (International Food Policy Research Institute), un *think tank* américain de référence.

L'autre coupable, c'est la viande. Car le maïs et le soja servent toujours plus aussi à nourrir les animaux pour répondre à une demande de consommation de produits carnés en forte augmentation. Celle-ci est passée de 25 kilos par personne et par an en 1970 à 38 kilos à ce jour et à 90 kilos dans les pays industrialisés. Dans un essai visionnaire sur l'impact de l'industrie d'élevage, *Beyond Beef*

(1993), Jeremy Rifkin recensait déjà 1 milliard de porcs, 1,4 milliard de vaches et 4,4 milliards de poules!

La quadrature du passage d'un régime végétarien à un régime carné est bien décrite par Bruno Parmentier dans *Nourrir l'humanité* (La Découverte, 2007): il faut 4 calories végétales pour produire une calorie animale pour le porc et le poulet, et 11 pour le mouton et la vache. Il faut, en outre, 13 500 litres d'eau pour produire un kilo de bœuf, contre 1100 litres pour un kilo de blé.

### «LE BLÉ, LA TERRE, L'EAU, C'EST L'AVENIR. VOUS AUREZ TOUJOURS BESOIN DE MANGER ET BOIRE. ALORS INVESTISSEZ LÀ-DEDANS.»

Jim Rogers, spéculateur et gourou des «Ags»

Au plus fort de la crise, dans la tempête des marchés, au cours de laquelle les traders ont réalisé des profits considérables, soit dit en passant, une quinzaine de pays exportateurs de matières premières alimentaires (dont l'Argentine, l'Ethiopie, l'Inde, la Russie et le Vietnam) ont imposé des restrictions à leurs exportations pour assurer leur propre sécurité alimentaire. Conséquence pour les pays dépendants des importations: l'insécurité alimentaire. Les plus pauvres n'ont pas eu accès aux céréales, hors de prix. Les plus riches,

tels les émirats ou la Libye qui importent 60 à 90% de leur nourriture, ont vu leur facture passer de 8 milliards à 20 milliards de dollars.

**La folie des «Ags».** Même angoisse pour les pays à forte densité démographique comme la Chine, qui a en outre reconverti son agriculture, remplaçant partiellement les céréales par des fruits et légumes. Ceux-ci en effet «demandent peu d'espace mais beaucoup de main-d'œuvre au détriment des cultures céréalières qui mobilisent trop de surface», explique Bruno Parmentier. La Chine est ainsi devenue l'exportateur N° 1 d'aubergines, d'asperges, d'épinards, de prunes, de pêches ou de tomates (!), mais elle est tributaire de ses importations de céréales.

La conjonction des deux crises de 2008 (alimentaire et financière) a engendré ce nouveau phénomène: l'accapement de terres par des Etats, via leurs fonds souverains ou des sociétés parapubliques pour produire ailleurs ce qu'ils ne produisent pas sur leur sol.

Dans la foulée, des fonds privés convoitent eux aussi le foncier à l'abri de la dépression boursière. Ils suivent en cela le credo de Jim Rogers, cofondateur avec George Soros du fameux Quantum Fund et gourou des «Ags». Ags pour *Agricultural commodities* dans le jargon financier,

qui a longtemps valorisé les *hard commodities*, jugées sérieuses (pétrole, uranium, charbon, etc.) au détriment des «soft» qui ont désormais la cote.

Dans son best-seller *Hot Commodities*, Jim Rogers prophétise en substance que le blé, la terre, l'eau, c'est l'avenir. Vous aurez toujours besoin de manger et boire, alors «investissez là-dedans.» A terme, l'eau deviendra une *commodity* cotée en Bourse comme le pétrole, prédit Rogers, qui a donné son nom au plus célèbre indice de matières premières agricoles, le Rogers International Commodities Index (RICI, +300% depuis sa création en 1998).

Les pays convoités, souvent pauvres mais riches en terres, sont demandeurs eux aussi car ils ont besoin d'argent. En sorte que depuis 2008, contrats et accords se multiplient (voir notre carte p. 44-45). La Libye investit en Ukraine comme la banque Morgan Stanley, les pays du Golfe vont en Afrique et en Asie, le Japon se lance au Brésil et Goldman Sachs en Chine tandis que cette dernière, à l'instar de la Corée du Sud, investit tous azimuts. A ce jour, des observatoires tels que l'IFPRI ou l'ONG GRAIN recensent environ 200 cas d'accapement de terres.

Nouvelle colonisation ou partenariat *win-win*? C'est la question. «Que des intérêts (publics ou privés) s'associent à des pays émergents pour exploiter ensemble une terre n'est pas condamnable en soi, si les bénéfices sont partagés, écrit Frédéric Lemaître. Mais à croire les bribes d'informations qui circulent – la plupart des accords sont confidentiels – ce n'est pas le cas.»

Partout, des petits paysans sont déposés de leurs terres, transformés au mieux en ouvriers agricoles, au pire jeté sur les routes. Sans parler des dégâts sur l'environnement. De vastes domaines convoités exigent parfois un déboisement préalable. Et sur place, les firmes n'hésitent ni à recourir aux OGM ni à l'usage de produits proposés par ce que Doan Bui appelle «les pieuvres de l'agro-business»: Cargill, Monsanto, ADM, Pioneer, Dupont, Syngenta. Qui paiera la facture environnementale?

**Un jeu de dupes.** La sécurité alimentaire ne concerne pas que le Sud. Si les Etats-Unis et les pays de l'Europe subvention-

nent leurs agriculteurs, ce n'est pas un hasard. La chose ne serait pas illégitime si ces mêmes pays n'exigeaient pas depuis des décennies que les gouvernements du Sud abandonnent toute aide aux paysans. Avec le résultat que l'on sait. Fer de lance de cette politique à sens unique, la Banque mondiale affiche un souverain dédain pour ce secteur et n'a pas consacré un seul rapport à l'agriculture en 25 ans. Ses prêts à l'agriculture ont chuté de 30% à 8% entre 1978 et 2007, tandis que la part globale de l'aide publique au développement est passée de 18% en 1979 à 3,5% en 2004.

Etrange politique. Tout étudiant sait, lui, que l'agriculture est le moyen le plus efficace de sortir de la pauvreté. Que grâce à sa révolution verte, la Chine a pu nourrir 20% de la population mondiale avec 7% des terres arables, comme l'Inde (lire article p. 51). Et que le monde en développement compte à ce jour 3 milliards de personnes vivant en zone rurale...

Comment nourrir une population qui devrait passer de 6,1 milliards d'habitants en 2000 à 8,9 milliards en 2050 et dont les besoins ne cessent d'augmenter, alors que les ressources diminuent? A cela, nul ne peut répondre. La FAO affirme, en revanche, qu'il faudrait 30 milliards de dollars pour résoudre le problème de la faim aujourd'hui. Avant la crise financière, on ne les avait pas. Mais on a trouvé 3000 milliards pour sauver les banques. «Quand les riches maigrissent, dit le proverbe chinois, les pauvres meurent.» o

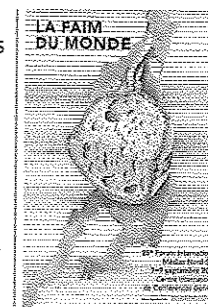
#### POUR EN SAVOIR PLUS...

- «Nourrir l'humanité: les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle», de Bruno Parmentier, La Découverte, 2009
- «Le choc alimentaire mondial: ce qui nous attend demain», de Jean-Yves Carfantan, Albin Michel, 2009
- «Nourrir le monde: vaincre la faim», de Sylvie Brunel, Larousse, 2009
- «Les affameurs», de Doan Bui, Ed. Privé, 2009
- «Demain, la faim!», de Frédéric Lemaître, Grasset, 2009
- <http://www.ifpri.org>
- <http://www.grain.org>
- <http://farmlandgrab.org>
- <http://www.fao.org>
- <http://onewfp.org/french>

### 25<sup>e</sup> FORUM INTERNATIONAL MÉDIAS NORD-SUD

Lundi 7 septembre  
14 h - 22 h Projections de 13 films documentaires, dont: «Les prêcheurs de l'apocalypse» (de Jérôme Lambert et Philippe Picard, 52', 14 h), «Les pirates du vivant» (de Marie-Monique Robin, 55', 15 h), «La légende de la terre dorée» (de Stéphane Brasey, 55', 18 h 45, en présence du réalisateur) et «Le monde selon Monsanto» (de Marie-Monique Robin, 109', 20 h 15).  
16 h 15 - 17 h 15 Colloque: Femmes, agriculture et alimentation.  
17 h 30 - 18 h 45 Colloque: Réchauffement climatique et agriculture  
19 h - 20 h 15 Colloque: Quelles révolutions vertes?  
20 h 30 Soirée: Le Brésil et son engagement contre la faim. En marge de la fête nationale brésilienne, le Forum propose des films, des témoignages, des prestations artistiques en présence de Crispim Moreira, secrétaire national pour la Sécurité alimentaire et la Nutrition du Brésil.

Mardi 8 septembre  
10 h - 19 h 30 Projections de 17 films documentaires, dont: «Haïti, l'exode des affamés & La malnutrition, un business au goût de cacahuètes» (de Michel Heiniger, 26', 10 h), «Djiko! affaire d'eau» (de Moustapha Diallo, 6', 11 h 45), «Le début de la faim» (Patrice Barrat, 53', 13 h 30), «El Ejido, la loi du profit» (de Jawad Rhalib, 80', 15 h), «Niger, autopsie d'une crise alimentaire» (de Jean-Louis Saporito, 52', 16 h 30) et «We Feed the World» (de Erwin Wagenhofer, 90', 18 h).  
15 h - 17 h 30 Colloque UNL: Le défi du multilinguisme et de l'alimentation aujourd'hui.  
15 h - 16 h Colloque: Le commerce mondial agricole.  
16 h 15 - 17 h 15 Colloque consacré aux agrocarburants.  
17 h 30 - 18 h 30 Colloque: Retour de la colonisation agricole?  
19 h 30 Soirée officielle en présence de Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale en charge des Affaires étrangères, Crispim Moreira,

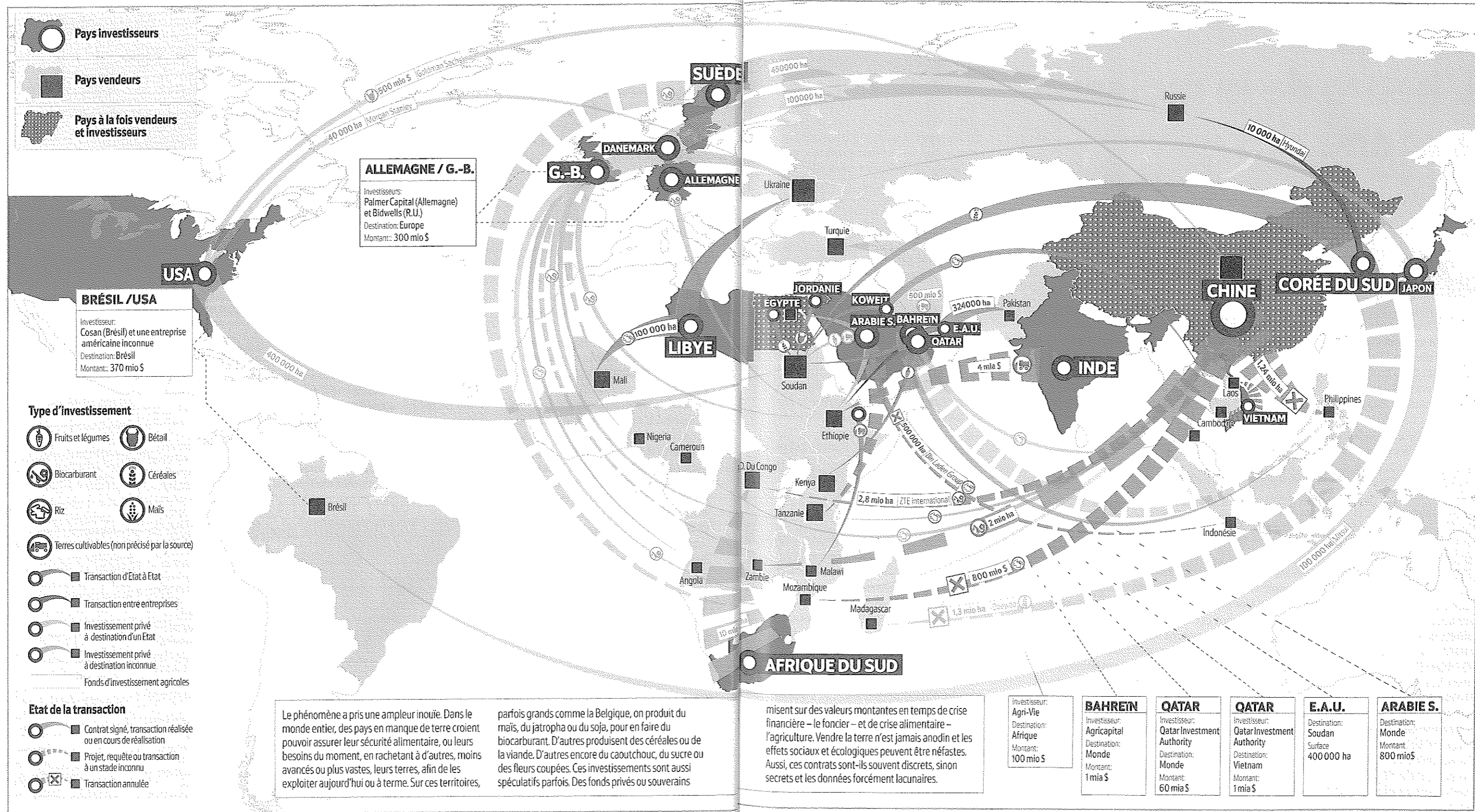


secrétaire national pour la Sécurité alimentaire et la Nutrition du Brésil et Charles Vincent, directeur du Bureau du Programme alimentaire mondial (PAM). Sur invitation.

Mercredi 9 septembre  
10 h - 18 h 30 Projections de 14 films documentaires, dont: «Le Monopoly de la faim» (de Karel Prokop, 30', 10 h), «Voyage contre la faim» (de Matthias von Gunten, 51', 11 h), «The Living» (de Sergiy Bukovsky, 75', 13 h), «Pain, pétrole et corruption» (de Rémy Burkel et Denis Poncet, 90', 15 h) et «Silent Killer» (de Hana Djindrova, 57', 17 h 30).  
15 h - 16 h Colloque: Comment communiquer contre la faim? En présence de Walter Fust, Philippe Rekaewicz, Stephen Rudgard, Catherine Morand, Shahid Jamal et Elhadj Magori Sani.  
16 h 15 - 17 h 15 Colloque: Famine, sous-alimentation, malnutrition. En présence de Jean-Pierre Olivier de Sardan, Jean-Hervé Bradol, Liliane Ortega.  
17 h 30 - 18 h 30 Colloque: De l'aide humanitaire au droit à l'alimentation. En présence de Crispim Moreira, Peter Kayiira et Christophe Golay.  
18 h 45 Première suisse romande du film «Hans Emi: un peintre dans le siècle», de Raphaël Blanc, (Artemis Films, 76', Suisse, 2009).  
21 h Première du film «Le secret des dieux», de Philippe Souaille, ADAVI Productions, 90', Suisse, 2009.

Lieu: Centre international de conférences de Genève (CICG), 17, rue de Varembe.  
Dates: du 7 au 9 septembre 2009.

# Les accapareurs de terres: le Mono poly planétaire



Le phénomène a pris une ampleur inouïe. Dans le monde entier, des pays en manque de terre croient pouvoir assurer leur sécurité alimentaire, ou leurs besoins du moment, en rachetant à d'autres, moins avancés ou plus vastes, leurs terres, afin de les exploiter aujourd'hui ou à terme. Sur ces territoires, parfois grands comme la Belgique, on produit du maïs, du jatropha ou du soja, pour en faire du biocarburant. D'autres produisent des céréales ou de la viande. D'autres encore du caoutchouc, du sucre ou des fleurs coupées. Ces investissements sont aussi spéculatifs parfois. Des fonds privés ou souverains

misent sur des valeurs montantes en temps de crise financière – le foncier – et de crise alimentaire – l'agriculture. Vendre la terre n'est jamais anodin et les effets sociaux et écologiques peuvent être néfastes. Aussi, ces contrats sont-ils souvent discrets, sinon secrets et les données forcément lacunaires.

**Terre fertile.** Indiens et Saoudiens sont sur le point d'effectuer leur première récolte sur sol éthiopien. Le pays a prévu de céder 2,7 millions d'hectares aux étrangers.

## Ethiopie L'heure de la moisson a sonné

JULIE ZAUGG

Une odeur de curry flotte dans la maison où son épouse s'affaire en sari. Hanumantha Rao avale une bouchée de daal, traditionnelle purée indienne à base de lentilles et lance: «Je ne mange jamais africain.» Ce manager originaire de Madras vit pourtant sur le continent noir. Plus exactement au cœur d'une des régions les plus fertiles de l'Éthiopie, un plateau verdoyant qui s'étire à l'ouest d'Addis-Abeba vers le Soudan.

Si Hanumantha Rao a déménagé, voilà onze mois, à 4800 km de chez lui, c'est pour superviser la culture de maïs, de riz et de légumes pour la firme indienne Karuturi. L'entreprise, qui est le plus grand producteur de roses coupées du monde, a voulu étendre ses activités à l'agrobusiness. Avec la hausse du prix des denrées alimentaires, qui a atteint un pic à la mi-2008, le marché est prometteur. D'autant plus que l'Éthiopie offre un accès privilégié aux consommateurs européens: ses produits, couverts par l'accord Everything But Arms, échappent aux taxes et aux quotas. En outre, la terre y est abondante et peu chère. «Le gouvernement nous la loue 127 birrs (11 francs) par hectare et par an.» Les cinq premières années, la firme ne paie rien. «En Inde, nous n'aurions jamais pu obtenir une telle superficie. Même pour acheter 10 hectares, on se heurte à des résistances.» La ferme de Bako, à 250 km à l'ouest de la capitale, représente la première pièce de ce puzzle. Ses 10 918 hectares, au bout d'un chemin de terre rouge

détrempe par les pluies, s'étendent à perte de vue.

L'entrée est gardée par des hommes en treillis armés de kalachnikovs. Pour l'heure, la «ferme» se résume à un auvent en bois, qui abrite quelques chaises en plastique et trois tracteurs ultramodernes. L'entreprise en a importé trente des États-Unis. Elle a aussi fait venir d'Inde dix pompes à eau et trente génératrices. Ce déploiement technologique contraste avec l'enchevêtrement archaïque de lopins de terre cultivés à la charrue et fauchés à la main par les paysans éthiopiens autour de la ferme. À droite de l'auvent, un carré régulier de plants de maïs couvre 1000 hectares. La première récolte aura lieu en octobre. Une partie sera exportée.

### QU'Y AVAIT-IL SUR CES TERRES AVANT? «PAS GRAND-CHOSE», DIT LE MANAGER. EN FAIT, LES LOCAUX Y FAISAIENT POUSSER DU TEFF.

**L'or blanc.** Mais c'est le riz qui intéresse surtout cette firme basée à Bangalore. «Nous le testons sur 10 hectares, pour vérifier si le sol se prête à ce genre de culture, pratiquement inexistant en Éthiopie.» À terme, l'entreprise projette de produire 5 millions de tonnes de riz par an dans ce pays. Il sera exporté vers l'Asie - l'Inde notamment - et quelques pays africains (Soudan, Tanzanie, Kenya). Des piments occupent 4 autres hectares. On y ajoutera des courgettes, des haricots et des oignons pour les marchés européen et américain.

«Notre présence profite aux locaux, assure Hanumantha Rao. Nous leur apportons à la fois un savoir-faire agricole avec nos machines, nos fertilisants, nos pesticides et du travail: 98% des 500 employés de Bako sont locaux. Seule la direction, une douzaine d'Indiens, ne l'est pas.» En outre, promet-il, «nous allons construire une école et une clinique pour nous rapprocher de la communauté locale».

Cela ne l'empêche pas d'aboyer, en anglais, sur ses travailleurs, pendant que son adjoint lance des piécettes aux enfants qui courent derrière le tracteur. Chaussés de bottes en caoutchouc et vêtus d'anoraks beiges, les deux Asiatiques contrastent avec les ouvriers éthiopiens, pieds nus dans la boue noire. Trois quarts sont des journaliers, payés 20 à 25 birrs par jour (environ 1,70 franc). Certains se sont plaints dans un journal local de ne toucher que 7 à 8 birrs (60 centimes).

Qu'y avait-il avant sur les terres cultivées par Karuturi? «Pas grand-chose», assure le manager. En fait, les gens du coin y faisaient pousser du teff (céréale de base de l'alimentation éthiopienne) et y laissaient paître leurs bêtes. Cela n'est plus possible: l'entreprise a fait installer un enclos et creuser une tranchée autour de son domaine pour empêcher le bétail de passer. Il y a sept mois, la situation a failli dégénérer: les habitants du village, armés de machettes et de bâtons, ont tenté de s'en prendre aux travailleurs de Karuturi. Il a fallu appeler la police.

Malgré ces couacs, la firme indienne n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. Elle convoite 300 000 hectares - soit la superficie du canton de Vaud - plus à l'ouest, dans la région de Gambella. «Le Gouvernement éthiopien nous en a déjà fourni 40 000. Nous aurons le reste dans quatre ou cinq mois. Nous y ferons pousser du sucre, du riz et de l'huile de palme, pour l'exportation», précise Hanumantha Rao, qui s'y rend le lendemain avec une délégation de Cargill venue spécialement de New York.

**L'arrivée du cheik.** L'Éthiopie a d'autres prétendants. L'Arabie saoudite frappée de plein fouet en 2008 par la hausse du



**CULTURES** La firme indienne Karuturi exploite 10 000 hectares à l'ouest du pays. Elle y fait notamment pousser du maïs, cultivé par quelque 500 ouvriers locaux.



**ÉTRANGERS** Les membres de la direction, une douzaine de personnes, sont tous indiens. Ils sont arrivés il y a onze mois.

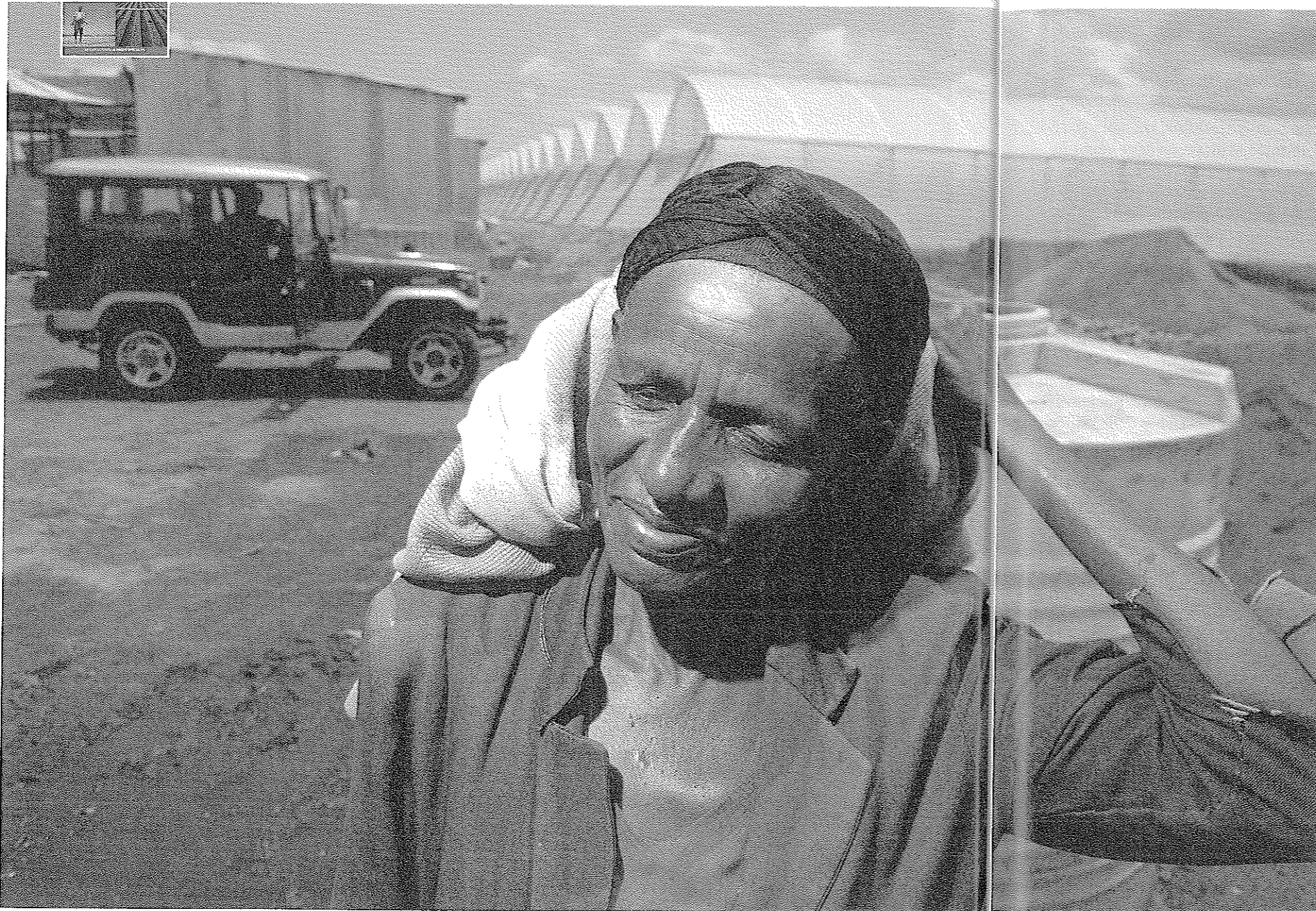


**DÉFENSE** Des gardes armés protègent les Indiens vivant à Bako. Les rapports avec les riverains sont parfois tendus. Ils n'ont plus accès à la terre.

prix des céréales a pris peur. Et si elle ne parvenait plus à nourrir ses 25 millions d'habitants, dont une large communauté d'immigrés pauvres? Pour assurer sa sécurité alimentaire, le roi Abdallah a choisi de délocaliser la production de nourriture, créant une entité publique dotée de 5,3 milliards de dollars pour prêter à taux préférentiels aux entrepreneurs saoudiens qui souhaitent investir dans des pays à fort potentiel agricole.

En janvier 2009, le roi accueillait en grande pompe les premiers sacs de céréales produites à l'étranger, du riz éthiopien fourni par Jenat, une joint venture entre trois firmes saoudiennes (Tadco, Almarai et Al-Jouf). La mise en œuvre du projet avait été confiée à un personnage aussi discret que puissant: le cheik Mohammed al-Amoudi. De mère éthiopienne et de père yéménite, naturalisé saoudien, le cheik s'est enrichi dans l'immobilier. Il possède

aujourd'hui la 43<sup>e</sup> fortune mondiale, selon le classement Forbes, avec 9 milliards de dollars. En Éthiopie, il emploie 40 000 personnes sous la houlette du consortium Midroc, qui comprend des entreprises, des hôtels, des hôpitaux, des centres commerciaux, une mine d'or et... Elfora, une société qui produit de la viande, de la volaille et des produits agricoles exportés vers l'Arabie saoudite, Dubaï, le Yémen, Djibouti, l'Égypte, la Côte >>>



**FATIGUE**  
Le travail de la terre est un métier difficile en Ethiopie. Chez Elfora, les employés touchent 40 francs par mois.

>>> d'Ivoire et l'ancien Congo-Brazzaville. Cette dernière exploite trois fermes dans le pays.

**Des vignes et des zébus.** L'une d'entre elles se trouve à Meki, un bourg poussiéreux à 134 kilomètres au sud de la capitale, au cœur de la vallée du Rift. Des pâturages jaunis parsemées de zébus et de chèvres s'étirent jusqu'à l'horizon. Les cultures sont rares. Ça et là, un puits communautaire estampillé

du logo de l'ONG qui l'a construit est pris d'assaut par des éleveurs munis de bidons en plastique. L'eau est une denrée précieuse ici. Mais cela n'a pas empêché Elfora de mettre en place un système d'irrigation sophistiqué sur son domaine de plusieurs centaines d'hectares. «Un ordinateur contrôle la quantité d'eau et de fertilisant qui est distribuée automatiquement à chaque plant par un système de goutte-à-goutte, explique Getachew\*, responsable de cette opération, au milieu des vignes qui descendent en pente douce vers les montagnes Arsi. Nous testons la production de raisins sur 15 hectares, mais nous faisons aussi pousser des haricots blancs et du maïs et nous nous préparons à planter des tomates et des poivrons.» Tout partira au Moyen-Orient, en Israël et dans le reste de l'Afrique. Plus au sud, à l'entrée de la ville d'Awassa, une barrière de barbelés se dresse au bord de la route. Un panneau blanc indique l'entrée de la ferme Melge/Shallo, propriété d'Elfora. Ses 3000 hectares ont été remis à Mohammed al-Amoudi par le Gouvernement

éthiopien voici cinq ans, mais la culture ne fait que débuter. A l'horizon, une mer de bâches blanches. Ce sont des serres. Des ouvriers s'activent, suspendus à plusieurs mètres du sol pour monter leurs lourdes armatures métalliques. Mille hectares de la ferme ont été confiés à l'horticulteur hollandais

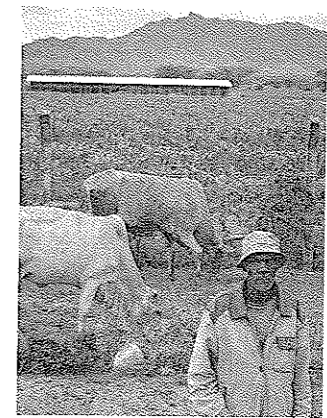
Jan Prins, chargé d'y faire pousser des légumes pour le compte du cheik.

«Les premiers légumes seront prêts dans cinq mois, prévoit Gelata Bijiga, le manager de la ferme. Ils sont destinés à l'Arabie saoudite, mais aussi à Dubaï, au Bahreïn et à l'Europe.» Sous les serres, fabriquées en Espagne, des pousses sortent déjà de petits bacs en plastique posés à même le sol. Des languettes de bois indiquent leur contenu: «céleri», «brocolis», «choux de Bruxelles», «radis», «betterave», «fenouil».

Ici, tous les employés sont éthiopiens. «Nous en avons 300 à ce jour, à terme il y en aura plus de 1000», précise le manager. Les salaires saoudiens ne sont guère plus élevés que ceux payés par les Indiens. «Mais les conditions de travail sont bonnes, note un ouvrier occupé à arroser les pousses. Paysan est un métier difficile en Ethiopie. Ici, au moins je suis formé à l'agriculture moderne.»

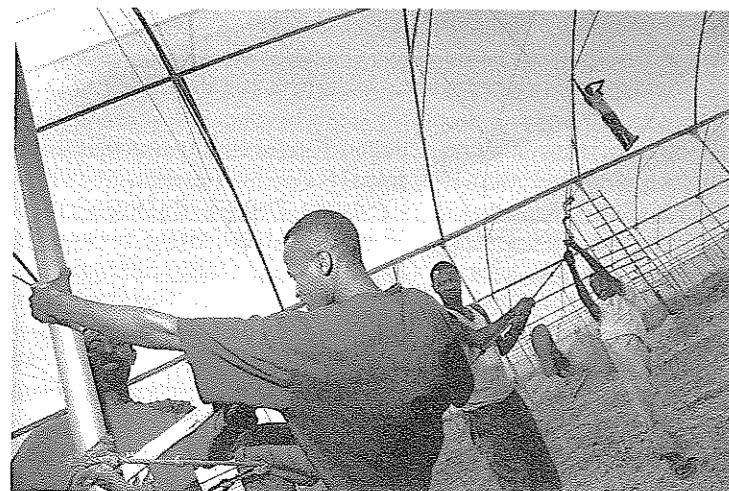
D'autres ont eu moins de chance. Les riverains qui menaient leurs bêtes paître sur cette propriété d'Etat n'y ont plus accès. Au début, cela a créé des tensions. «Ils ont tenté de passer en force, se souvient Gelata Bijiga. Nous les avons alors menacés de procès. Depuis, tout est calme.» Sur une autre ferme, à la lisière des zones désertiques du nord-est, Elfora s'est débarrassée des nomades afars qui y venaient à la saison sèche en les forçant à acheter des parcelles de «zones de pâture», selon un rapport de l'ONU datant de 2002.

Il y a peu de résistance. La contestation est bridée par le régime répressif du premier ministre Meles Zenawi, qui n'hésite pas à faire usage de la violence pour la briser. Près de la ville de Koka (sud), des paysans opposés à la redistribution de leurs terres à des floriculteurs ont été emprisonnés, accusés de tort de soutenir le Front de Libération de l'Oromo. >>>



**INTERDIT** Exclue des terres du cheik, les éleveurs font paître leurs bêtes au bord de la route parmi les débris.

PHOTOS: PETERLIN WINGERS-PHOTOS PICTURES



**INTENSIF** Le Saoudien al-Amoudi se lance dans la culture de légumes sous serre. Première récolte dans cinq mois.



**IMPORTÉ** Au loin, les serres forment une mer de bâches blanches. Elles viennent d'Espagne.



**PÉPINIÈRE** Les premières pousses sortent de terre. Elles finiront dans les assiettes moyen-orientales et européennes.



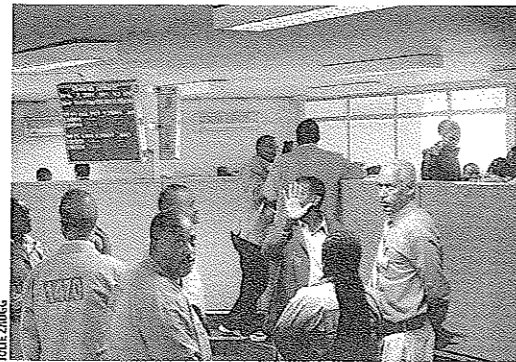
>>> **2,7 millions d'hectares.** En fait, le gouvernement voit d'un très bon œil cet afflux de capitaux étrangers. «L'Éthiopie est un pays rural: 80% de nos emplois et 45% de notre PIB proviennent de l'agriculture, rappelle Abera Deressa, ministre d'Etat de l'Agriculture, assis dans son bureau d'Addis-Abeba devant une tasse de puissant café local. Mais sur 74 millions d'hectares de terres arables, seuls 14 à 18 millions sont exploités à ce jour, et à 95% par des petits paysans pour de l'agriculture de subsistance. Les investissements étrangers sont donc cruciaux.» Pour augmenter la productivité, améliorer l'infrastructure, créer de l'emploi et des transferts de technologie.

Le pouvoir, propriétaire de toutes les terres du pays – une survivance du régime socialiste des Derg (1974-1991) – s'est empressé de les recenser. Il mettra 2,7 millions d'hectares à disposition des investisseurs étrangers, 1,6 million d'ici à octobre, à des conditions privilégiées.

«Nous offrons des baux de 50 à 99 ans, à un loyer minimal (10 à 12 dollars l'hectare), ainsi que cinq ans sans impôt sur la terre et des exemptions de taxes sur les importations de machines agricoles», se félicite le ministre. Le gouvernement met tout en œuvre pour aider les firmes étrangères à s'implanter dans le pays. Si l'investisseur vient avec 30% des capitaux, la banque de développement éthiopienne lui fournira les 70% restants.

«La demande est telle que nous peinons à y répondre», se réjouit Abera Deressa. Le pays a déjà engrangé 1311 projets, le plus grand étant les 300 000 hectares concédés à Karuturi. Parmi les autres bénéficiaires, Djibouti a reçu 7000 hectares pour cultiver du blé, alors que l'allemande FloraEco Power (13 000 hectares), l'italienne Fri-El Green Power (30 000 hectares), l'américaine Ardent Energy Group (15 000 hectares) et la britannique Sun Biofuels produiront des biocarburants.

Mohammed al-Amoudi a lui aussi des projets en cours: il veut «planter du sucre» dans le nord-ouest sur 30 000 hectares avec Syngenta et cherche à obtenir 100 000 hectares dans la pro-



**POSSIBILITÉ** Une Bourse des commodités a été créée en 2008 pour aider les petits paysans à accéder aux marchés internationaux, sans faire appel aux groupes étrangers.

vince du Benishangul Gumuz pour y produire des biocarburants avec la firme malaisienne AgriNexus. Le Saoudien fait en outre pousser du café, du thé et des céréales sur 19 200 hectares, sous l'égide de la marque Ethio Agri-CEFT. Il livre notamment Starbucks. Abera Deressa estime que d'ici 3 à 5 ans, il n'y aura plus de terres à distribuer.

**Rivière détournée.** Tout n'est pas rose pour autant. Pour les investisseurs d'abord. Les offices gouvernementaux éthiopiens sont souvent mal coordonnés. Il arrive qu'ils attribuent la même terre à deux acheteurs ou qu'ils promettent du terrain qui n'existe pas. Flora Eco Power a failli quitter l'Éthiopie lorsque la direction locale de son usine de biocarburant s'est volatilisée, laissant derrière elle un trou de 10 millions de dollars et 150 ouvriers non payés.

Pour les cultivateurs privés de terre, pas de quoi se réjouir non plus. Ils ne sont pas indemnisés pour la terre elle-même. Tout juste reçoivent-ils des compensations minimales: dix ans de récolte et un petit quelque chose pour les améliorations apportées au terrain. Les éleveurs, qui s'en servent comme pâturage, ne touchent rien. «Ils n'ont qu'à aller ailleurs», dit le ministre. L'environnement souffre aussi. De la destruction des forêts et de l'agriculture intensive, gourmande en eau et en pesticides. Pour irriguer ses 30 000 hectares, Fri-El Green Power a prévu de détourner une partie de la rivière Omo, dont dépend toute une région.

Face au ministre, on s'interroge. N'est-il pas déraisonnable de céder toute cette terre à des étrangers, alors que 5 millions d'Éthiopiens dépendent de l'aide alimentaire d'urgence? Abera Deressa esquive avec un sourire. «Bonne question, mais on ne peut pas fermer notre porte à l'économie globale.»

Dans les bureaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), remplis de brochures détaillant le travail humanitaire accompli en Éthiopie, on observe le grand jeu qui se déroule sur le continent avec circonspection. Mafa Chipeta, le responsable de la région Afrique de l'Est, refuse de placer l'Éthiopie sur le banc des accusés. «Cela fait des années que nous prêchons dans le désert pour que des investisseurs s'intéressent à l'agriculture de ce pays. Alors maintenant qu'ils viennent, on ne va pas les en dissuader.»

Surtout si l'Éthiopie veut un jour se libérer du joug de l'aide humanitaire. «On ne nourrira jamais la population éthiopienne à la seule force des bras des petits paysans. Seule l'agriculture intensive et les technologies importées de l'étranger le peuvent.»

On doit cadrer le processus, mais attention à vouloir trop bien faire, avertit le fonctionnaire international. Il faut éviter l'erreur de la Commission mondiale sur les barrages qui s'est dotée de règles si strictes pour protéger les communautés locales et l'environnement que les investissements étrangers se sont complètement asséchés. «Les Etats qui pouvaient se le permettre, comme la Chine ou l'Inde, ont continué de construire des barrages, alors que d'autres, plus pauvres, ont dû y renoncer. Du coup, la communauté internationale a perdu toute voix au chapitre.»

Songeur, Mafa Chipeta regarde par la fenêtre du bureau qui donne sur le quartier de Bole, où les gratte-ciel et les entreprises chinoises poussent comme des champignons: «Comment voulez-vous qu'un pays se développe s'il ne prend jamais de risques? Laissons une chance à l'Éthiopie de tenter cette aventure...» o

\* Nom d'emprunt

**Chine-Inde.** Les deux poids lourds démographiques de la planète peuvent assurer leurs besoins alimentaires, à condition d'améliorer leur agriculture.

## Deux géants qui ont très faim

Elles seules, la Chine et l'Inde représentent un tiers des habitants de la planète. Malgré leur poids démographique (1,3 et 1,15 milliard respectivement), l'une et l'autre ont réussi à assurer leur sécurité alimentaire dans les années 70.

Dès sa création en 1949, la République populaire de Chine table sur ses paysans, riches d'une expérience ancestrale et d'une étonnante efficacité qui offrent des rendements bien supérieurs alors aux autres agricultures du tiers-monde. Quant à l'Inde, qui vit elle aussi de la terre, son agriculture avait déjà surpris Alexandre le Grand et, dans les années 50, elle est loin d'être «primitive».

Malgré de grosses différences agricoles entre ces pays, les similitudes ne manquent pas. De 1950 à 1965, l'Inde comme la Chine modernisent leur agriculture (électrification, routes et grands travaux d'irrigation). De nouvelles terres sont mises en valeur aussi. Mais, au milieu des années 60, les progrès plafonnent. Dès lors, avec l'appui des Fondations Ford et Rockefeller, l'Inde entreprend sa Révolution verte, suivie par la Chine. De nouvelles variétés de céréales, aux rendements supérieurs sont introduites, mais qui dépendent d'engrais chimiques et sont plus gourmandes en eau. L'irrigation devient un outil indispensable, complètement de la mousson en saison sèche pour une seconde récolte.

La culture de ces nouvelles céréales s'accompagne d'un processus global de développement rural à travers une diversification et une intensification de l'agriculture et de nouveaux progrès d'infrastructures (transports, distribution). Les plus pauvres bénéficient de possibilités de travail accrues dans le secteur primaire ou induites par lui qui génèrent de spectaculaires hausses de rendement. Certes, en Chine comme en Inde, de vastes régions disposant de pluies insatisfaisantes ou de sols médiocres, échappent alors à ce développement. Mais, grâce aux progrès réalisés

ailleurs, elles sont à l'abri de la famine. Dès 1980, les pouvoirs indiens et chinois relâchent leurs efforts en matière d'infrastructure rurale, ce qui entraîne un ralentissement de la croissance agricole. Ce ralentissement a en partie été compensé par la poussée de l'industrie et des services, encouragée par les réformes économiques.

Le PIB de la Chine de Deng Xiaoping, puis de Jiang Zemin, bondit littéralement. La croissance indienne s'accélère également. Mais, malgré les efforts des deux pays pour ralentir la croissance démographique, celle-ci engendre de nouveaux défis. Pour y faire face, Delhi et Pékin «redécouvrent» leurs mondes paysans, en proie au malaise rural.

Les deux géants sont confrontés à un imbroglio de défis qui résume l'un des problèmes majeurs de la mondialisation: l'augmentation du bien-être et de la consommation: des aliments plus riches et variés, fruits, légumes, matières grasses ainsi que des protéines – produits laitiers en Inde, viande en Chine. Comment produire tous ces aliments en quantités suffisantes? Dans les deux pays, la mécanisation a remplacé la traction animale, à l'exception des zones très arriérées. Mais ce n'est pas assez.

Sous l'effet de la pression démographique, les deux tiers des exploitations agricoles indiennes sont tombées au-dessous d'un hectare. Nombre de petits propriétaires ne s'en sortent que grâce à l'aide de leurs fils employés dans un autre secteur.

**Grosses pertes.** L'Inde possède un grand potentiel de terres arables. Les belles plaines de l'Est, malgré d'abondantes rivières et une nappe phréatique riche, n'ont pas, jusqu'ici, été exploitées à grande échelle et 90% de ces terres pourraient encore être

irriguées. Des rizières, qui ne dépendent que des pluies, ne produisent qu'une récolte par an qui ne dépasse pas 800 à 1000 kilos par hectare (kg/ha). Bien, irriguées, elles pourraient tripler leur production. L'Inde aurait donc besoin de gros investissements pour améliorer ses réseaux d'irrigation, ses infrastructures ainsi qu'un renforcement de la recherche et d'avantage de pédagogie auprès des petits paysans. Les conditions déficientes en transport et en emballage, par exemple, ainsi que les carences dans la chaîne du froid engendrent parfois la perte de 30% de la production de fruits et de légumes...

En Chine, la décollectivisation de l'agriculture a permis à chaque famille d'avoir un petit bout de terre. Les exploitations dans les zones fertiles et très peuplées ne dépassent pas 0,2 à 0,4 hectare, mais, avec deux belles récoltes par an, une famille couvre ses besoins en grain et peut même en vendre un peu.

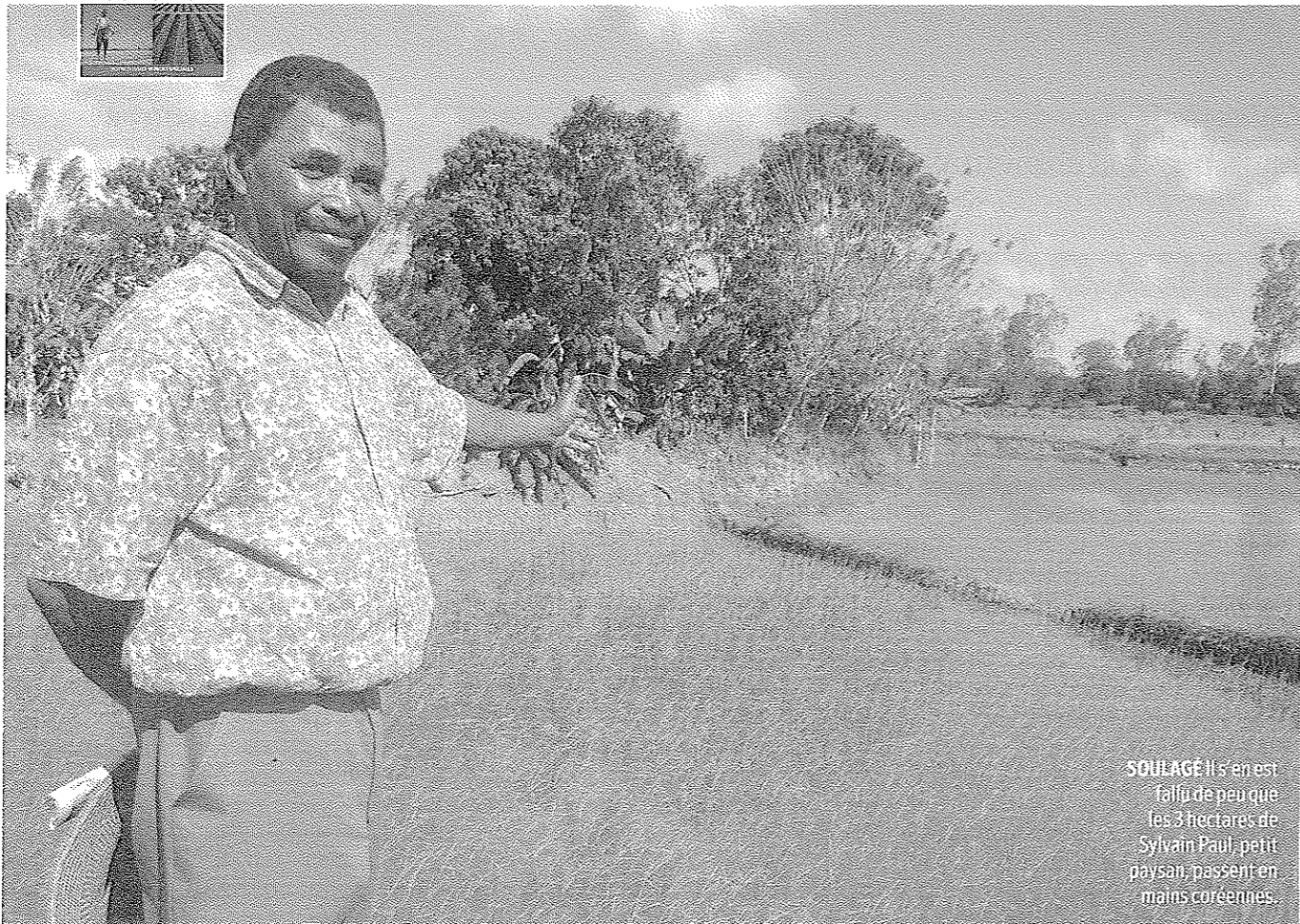
Mais la situation demeure précaire. Pour faire face à ses défis, la Chine aurait besoin de gros investissements elle aussi, dans les systèmes hydrauliques notamment. Sa marge de progression reste mince cependant, car elle exploite l'essentiel de ses terres arables (100 à 120 millions d'hectares contre 140 millions en Inde) et leur rendement est déjà très élevé: 4000 à 4500 kg/ha pour le riz ou le blé sur les surfaces irriguées contre 3000 à 3500 kg/ha en Inde.

La Chine et l'Inde possèdent encore de confortables stocks de céréales, mais la première doit résoudre une autre équation. Toujours plus carnivore, elle utilise désormais une partie de ses céréales pour nourrir le bétail. La production nationale ne suffit plus et Pékin importe du soja du Brésil pour nourrir ses porcs. Afin d'assurer sa sécurité alimentaire, Pékin tente d'acquiescer des terres arables à l'étranger. Mais ces projets, s'ils portent leurs fruits, ne pourront apporter qu'une faible contribution à ses besoins réels. o

### PROFIL



**GILBERT ÉTIENNE**  
Professeur honoraire à l'IHEID, il a écrit *Chine-Inde. La Grande compétition* (Dunod, 2007). Son dernier ouvrage, *Repenser le développement - Messages d'Asie*, (A. Colin) sort en septembre.



SOULAGÉ Il s'en est fallu de peu que les 3 hectares de Sylvain Paul, petit paysan, passent en mains coréennes.

PHOTO MICHEL BEURET

**C'est une fable de la mondialisation.** Celle de Daewoo, à qui le président malgache céda en douce un tiers des meilleures terres et qui échoua devant la résistance populaire. Mais l'accapareur coréen n'a peut-être pas dit son dernier mot. Reportage.

# Madagascar

## Le dragon chassé de la Grande Ile

TEXTE ET PHOTOS MICHEL BEURET

Comme deux tiers des Malgaches, Sylvain Paul est paysan et pauvre. Sylvain Paul, 60 ans, cultive 3 hectares dans le district de Brickaville sur la côte est, où la saison des pluies alterne avec «une saison où il pleut», dans une fertile moiteur tropicale. Sylvain Paul n'a pour ainsi dire pas d'argent, mais grâce à son bout de terre, auquel on n'accède qu'en pirogue, il nourrit les siens: quelques légumes, des fruits (litchis, oranges, mangues, avocats, bananes), une petite rizière, une basse-cour...

Ce lopin vital, cependant, Sylvain Paul a bien failli le perdre, comme des milliers d'autres paysans des «Basses Terres», les côtes de Madagascar. Les faits remontent à 2008.

Alors, de mystérieux investisseurs rôdaient dans la région, lorgnant sur les terrains autour des districts de Tamatave, Brickaville et Vatomaniry, proposant de les racheter un million d'ariary l'hectare. Des liasses de billets comme les Sylvain d'ici n'en ont jamais eu. Alors certains, dit-on, ont empoché la somme – qui ne vaut jamais que 140 francs... – et abandonné la ferme de

15 m<sup>2</sup> pour de brèves réjouissances, avant de renouer avec un destin forcément plus précaire.

En 2008, le président et homme d'affaires Marc Ravalomanana était prêt à céder 1,3 million d'hectares de terres à des étrangers et à l'insu du peuple. Le Berlusconi malgache, choucho de Washington et de la Banque mondiale, avait multiplié les appels aux investisseurs extérieurs. L'agro-industrie, le voilà l'avenir! Le péquenot malgache, ce gagne-petit, ce rétrograde confit dans ses archaïsmes en prendrait de la graine ou disparaîtrait devant la mar-

che cadencée de son «MAP». MAP, pour «Madagascar Action Plan», une révolution verte sauce malgache décrétée par le président «Marc» pour la période 2007-2012. Au printemps 2008, en pleine crise alimentaire, la société Daewoo Logistics, filiale du constructeur coréen, s'était présentée. A l'été, l'accord était finalisé.

«Mais moi, je n'ai su qu'au dernier moment, en décembre, leur projet de planter 300 000 hectares de palmiers à huile sur la côte est», témoigne Sylvain Paul qui a appris du même coup l'ambition de faire pousser 1 million d'hectares de maïs sur la côte ouest. «Alors avec d'autres paysans, on est allé manifester à Tana (-narive)». Nous sommes en décembre. Un vaste mouvement paysan prend forme. Combiné au ressentiment généralisé envers «Marc», les paysans se félicitent d'avoir contribué à le chasser. Le 17 mars 2009, en effet, celui-ci perd son bras de fer contre son jeune rival, Andry Rajoelina, 35 ans, qui chasse le dragon coréen de l'île. Mais cette fable de la mondialisation, à laquelle on aimerait croire, ne doit duper personne. Et sa morale surprendra.

**Chez Bekoto.** Pour comprendre la révolte des campagnes, nous avons pris la route d'Antsirabe, belle ville thermale, jadis coloniale, à 170 kilomètres de Tana dans les Hautes Terres. C'est ici que vit Bekoto. Un prénom, une gueule, une guitare. «Chanteur-paysan», comme il se définit, Bekoto est le Cesaria Evora de la Grande Ile (il a fait l'Olympia en 2008). Chercheur en sociologie rurale, par ailleurs, actif au sein du Comité pour le droit des paysans, Bekoto tient aussi un blog engagé (bekotopaysans.blogspot.com) et grâce à ses tours de chant, connaît le moindre village malgache. Fils de paysan lui-même, il connaît la chanson.

«Le paysan d'ici ne tient pas à être riche, assure-t-il. Il déclare, dans nos

**DEUX VISIONS**  
Noé Solo (à g.), employé de Daewoo, a des regrets. Mais pas Ambroise Misere, agronome lui aussi.



enquêtes, que la richesse n'apporte que des ennuis. La convoitise des voisins, des bandits et un Etat qui ne le protège pas. S'il est entouré des siens et qu'il a de quoi manger, cela lui suffit», assure-t-il. Mais dans les statistiques de la Banque mondiale, sourit Bekoto, le paysan malgache figure parmi les plus pauvres et l'on tente de le convaincre qu'il est malheureux, que pour sortir de sa condition, il doit se moderniser.

«Voilà des années que les paysans se plaignent qu'on vole leurs terres, poursuit le chanteur. Et ils ne peuvent se défendre, car ils n'ont pas de titres fonciers. C'est tout le problème.»

Le problème foncier remonte à la colonisation. «Les premiers titres, émis en 1896, ont permis aux colons de s'attribuer les meilleures terres ici. Depuis lors, le paysan se méfie de l'écrit. A ce jour, seuls 18% des terrains sont

titrés. L'usage veut que le sol est à celui qui le cultive.» Longtemps, cette situation était tolérée car il y a la place: 20 millions d'habitants sur un territoire plus grand que la France. Mais les temps changent.

Les Hautes Terres, plus ingrates que les côtes, n'étaient pas menacées par Daewoo. Elles n'en sont pas moins convoitées – voire déjà exploitées – par d'autres groupes étrangers, miniers surtout. Pour résoudre le problème, l'ancien pouvoir avait édicté en 2005,

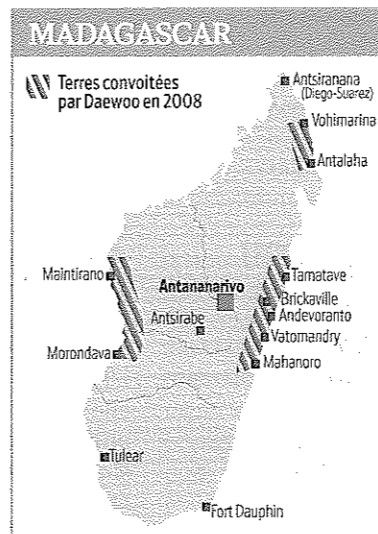
la Lettre de propriété foncière (LPF), «un bon texte, selon Bekoto, qui réduisait la présomption domaniale de l'Etat et transférait la gestion des terres aux communes. Seulement voilà, les mandarins tropicaux n'ont jamais expliqué la LPF aux paysans, historiquement méfiants envers le pouvoir central.»

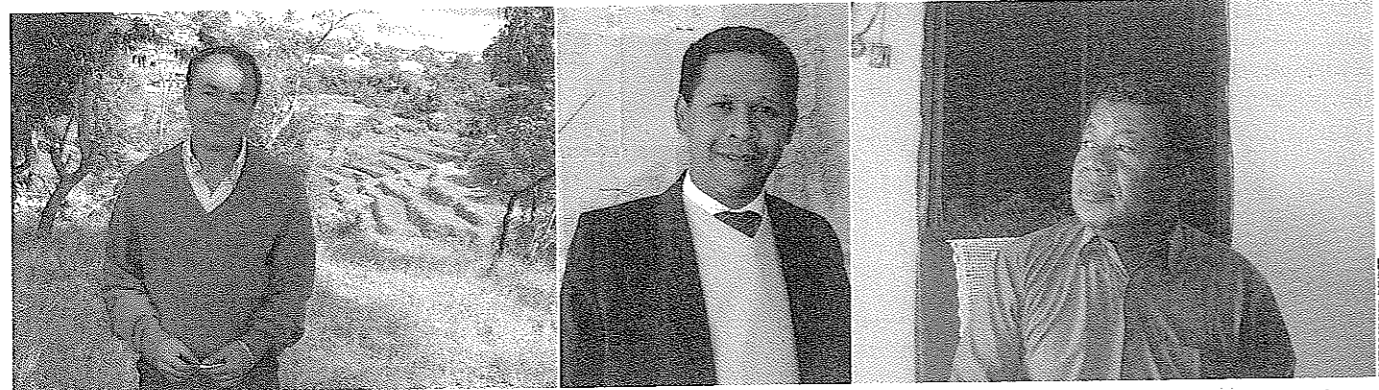
**Tanin-Drazana vendu aux vazaha.** Dans les Hautes Terres, une saison s'achève. Les rizières se vident, c'est le temps du repos et la fête des morts. Les familles se rassemblent pour rendre hommage aux ancêtres, sortir leurs squelettes des tombes et les emballer de linge, afin qu'ils n'aient pas froid sous la terre.

«En malgache on l'appelle "Tanin-Drazana", explique Bekoto, littéralement, la terre des ancêtres, elle est sacrée.» On ne peut pas céder le «Tanin-Drazana» à des «vazaha», des étrangers. A Madagascar, le dragon coréen est tombé sur un os: la culture.

Cette résistance traditionnelle suggère que «Ravalo» ait tenté d'agir en douce. Mais Patrick Zakariasy, ingénieur agronome, et chef coutumier de la région d'Andevaranto dont les terres étaient convoitées elles aussi, a révélé l'affaire publiquement.

«En novembre 2008, je m'étais rendu à Tamatave, le grand port, où un proche travaille à la direction domaniale. Il m'a révélé que l'une des entreprises du président voulait acheter 130 000 hectares sur deux districts, à Brickaville et Tamatave II, pour le compte de Madagascar Futur Entreprise Group (MFE).» Renseignements pris, MFE était une filiale de Daewoo Logistics. «Marc», qui avait déjà acheté beaucoup de terrains pour son compte, voulait-il >>>





**BEKOTO** Le Cesaria Evora malgache défend depuis vingt ans les petits paysans contre les «mandarins tropicaux».

**PATRICK ZAKARIASY** Chef coutumier, il a révélé le pot aux roses.

**PHILIBERT RANDRIAMAHARITRA** Le préfet du district de Tamatave II parle plus librement de «l'affaire» aujourd'hui.

>>> vendre à MFE et s'enrichir encore? A l'époque, tout était possible.

**La folie du «roi Marc».** Patrick Zakariasy rappelle le contexte. Le président voulait devenir roi. Il avait déjà commandé sa couronne en Asie et restaurait le palais de la Reine (petit Versailles d'Antananarivo) pour l'investir. Afin d'écartier son rival, le maire de la capitale, Andry Rajoelina, «le roi Marc» lui avait coupé toute aide de l'Etat et fermé sa chaîne de radio-tv, Viva. Il s'était aussi acheté un second avion présidentiel, baptisé *Force One 2*, pour 60 millions de dollars, dont 30 détournés du FMI. Qui a payé le solde? Daewoo? Pour en avoir le cœur net, Patrick Zakariasy, invité avec les notables du pays au «dialogue présidentiel» (21-27 novembre 2008), interpelle le président sur le sujet. «Je m'attendais à ce qu'il me dise: "Quoi?! Qui ose demander une telle superficie?"» Sa réponse fut un aveu. Il a dit que «à l'échelle du pays, 1,3 million d'hectares, c'est insignifiant. Que la population se compose de 75% de ruraux et de 15% de citadins et qu'il voulait que ce soit l'inverse. Que les sans-terre n'auraient qu'à trouver du travail ailleurs.» Outré, Patrick Zakariasy appelle alors une conférence de presse pour le lendemain. «Mais, le soir même, Daewoo alias MFE, le prend de court avec un spot télévisé pour dire ceci: "Certains prétendent que nous avons acheté des terres, ce n'est pas vrai."» Renseignements pris, en effet, elles étaient prêtées pour une période de nonante-neuf ans...

A Tamatave, Noé Solo, 41 ans, raconte l'histoire du point de vue coréen. Ingénieur agronome, il était chef manager régional pour MFE. «Les autorités avaient tracé un périmètre dans lequel nous devions prospecter. 1,3 million d'hectares environ. Là-dedans, il y avait des terrains titrés, non titrés, valorisés ou pas, des forêts et des terres en friche. A charge pour Daewoo de se renseigner auprès des offices fonciers et domaniaux.» MFE a donc sous-traité cette tâche à des équipes locales. «Nous repérons aussi des terrains favorables pour une *test farm* de maïs et une pépinière de palmiers.»

### «LE PRÉSIDENT M'A RÉPONDU QUE 1,3 MILLION D'HECTARES C'ÉTAIT INSIGNIFIANT.»

Patrick Zakariasy, chef coutumier d'Andevoranto

Mais désormais, tout cela ressemble à de l'histoire ancienne. Noé Solo n'a plus de travail depuis avril, «le départ de Daewoo en Tanzanie», sourit-il tristement. Car, selon lui, le projet était bon. «Il promettait aussi de construire des hôpitaux et des écoles.» Et puis, des terres non exploitées, il en restait des millions d'hectares. «Le seul problème a été la communication des autorités», admet-il, amer, en précisant que MFE avait tenu les autorités locales au courant. C'est peut-être vrai, mais, sur place, tout le monde nous a juré le contraire. Comme Ambroise Misere, agronome engagé dans le soutien aux paysans (microcrédit, aide commerciale, alphabétisation). «Par-

fois, les paysans voyaient un hélicoptère survoler leur champ, se poser et repartir. Mais aucun contact. Je n'ai compris qu'en décembre de quoi il s'agissait. Si certains élus étaient au courant, ils n'ont rien dit.»

Philibert Randriamaharitra, 48 ans, est de ceux-là. Chef du district de Tamatave II, une circonscription de 230 000 habitants et 5000 km<sup>2</sup> au nord de Tamatave, il confirme: «Au printemps passé, les maires et chefs de district ont été convoqués pour une séance d'information. Puis plus rien. Et, un jour de juillet, à 14 heures, je reçois une convocation pour 18 heures à l'Hôtel Miramar. Tout les intéressés étaient là, devant le fait accompli. On a tous signé. A l'ère de Marc, on ne pouvait pas refuser sans encourir de représailles.»

L'histoire ne dit pas encore comment elle finira. Les paysans n'ont pas compris qu'ils ont été sauvés par l'ambition d'«Andry» et de ses alliés dans la capitale, notamment l'armée, bien plus que par leur (faible) mobilisation. «Andry», homme d'affaires lui aussi, est en quête d'appuis internationaux et il a besoin de projets et de fonds. Pourquoi pas les Coréens? Dans les cercles de pouvoir à Antananarivo, certains le croient. A l'Immeuble Assist, ancien QG de Daewoo, le nom a disparu. Mais d'autres sources nous confirment qu'il n'a pas renoncé, que le contrat n'a jamais été cassé et que Daewoo se fait discrètement représenter sous le nom malgache de «Isako Sarlu» (Maïs Ltd). Tapis dans l'ombre, le dragon attend son heure. o

**Interview** L'accaparement des terres par des investisseurs étrangers est déjà une réalité dans de nombreux pays. Reste à savoir comment en tirer le meilleur parti.

## Michael Taylor «Il faut créer un code de conduite»

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE ZAUGG

La vente de terres à des entrepreneurs étrangers peut servir les intérêts des populations locales. Michael Taylor, de l'ONG de défense des droits des paysans, International Land Coalition, explique comment parvenir à une situation «win-win».

### Quels sont les outils légaux pour éviter les abus lors de la vente de terres?

On peut s'appuyer sur les traités bilatéraux régulant les échanges commerciaux entre Etats. Il suffit de leur assortir certaines clauses, comme la garantie qu'une certaine quantité de la nourriture produite reste dans le pays ou que les exportations pourront être suspendues si la hausse du prix des denrées alimentaires dépasse un certain seuil. Ou encore en cas de sécheresse. De même, le droit du pays hôte protège souvent ses citoyens contre les évictions forcées et l'expropriation.

### Que dit le droit international?

La Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît explicitement le droit à l'alimentation. La convention sur les droits économiques, sociaux et culturels est un autre instrument, tout comme la convention 169 de l'Organisation mondiale du travail qui protège les droits des peuples indigènes.

### Faut-il établir un code de conduite spécifique?

Oui. Lors du G8 en Italie, le Japon a proposé de créer un ensemble de règles pour accompagner les investissements étrangers dans l'agriculture. Il a obtenu le soutien de la Banque mondiale. Cela sera discuté cet automne, en marge de l'as-

semblée générale de l'ONU. L'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) élaborent chacune un cadre non contraignant. On pourrait aussi s'inspirer de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), lancée en 2003, ou de la table ronde sur l'huile de palme, un système de certification des entreprises qui respectent un certain nombre de normes environnementales et sociales.

### Que doit contenir un tel code?

Il doit garantir l'accès à la terre des communautés locales, la transparence des contrats conclus avec les investisseurs, l'implication de tous les acteurs concernés dans la négociation, des salaires adéquats et le respect de normes environnementales. Il doit aussi évoquer un partage équitable des bénéfices, financiers (prix correct pour la terre, compensation des paysans spoliés) ou non (construction d'infrastructures, accès aux marchés internationaux, transferts de technologies et de savoir-faire, rétention d'une partie de la production).

### Qu'est-ce qui peut pousser un investisseur à suivre ces réglementations?

Une entreprise qui se met à dos la population locale s'expose à de graves troubles sociaux. La compagnie sud-coréenne Daewoo l'a expérimenté à Madagascar. Il suffit de se pencher sur la période coloniale pour voir que les gens dont les droits ont été bafoués finissent toujours

par se révolter. Par ailleurs, les firmes qui vendent leurs produits sur les marchés européen ou américain font face à des clients toujours plus responsables, qui exigent le respect de standards environnementaux ou en matière de droits de l'homme. Ce n'est hélas pas encore le cas sur les marchés des pays émergents, comme l'Inde ou la Chine, où le prix reste le critère déterminant.

### Et si cela ne suffit pas?

Les citoyens lésés peuvent se tourner vers les tribunaux de leur pays ou faire appel au droit international. Cela a fonctionné au Nigeria: Shell devra répondre devant une cour new-yorkaise de crimes contre l'humanité pour son implication dans la mort de l'activiste Ken Saro-Wiwa. Mais la vraie solution passe par un renforcement de la société civile. A Madagascar, quelque 300 000 paysans se sont mis en réseau au sein d'une plateforme destinée à défendre leurs droits, avec les résultats que l'on a vus.

### In fine, les habitants perdent tout de même la propriété de leurs terres, parfois pour des périodes de 99 ans...

Oui, c'est pourquoi il faut promouvoir des modèles alternatifs d'acquisition de terres. L'investisseur pourrait ne conserver le sol que pour une période donnée, dix ans par exemple. A l'issue de ce délai, il transfère progressivement les droits de propriété aux paysans du lieu qui continuent de lui vendre leur production. On passerait ainsi graduellement à une agriculture contractuelle (*contract-farming*). On peut aussi imaginer que l'investisseur et les communautés locales se partagent la propriété, sous la forme d'une joint venture. Il y a de nombreuses solutions à inventer! o

### PROFIL



**MICHAEL TAYLOR**  
Responsable Afrique auprès de l'ONG de défense des droits des paysans International Land Coalition; il a publié un rapport en juillet sur les réponses à apporter au rachat de terres par des firmes étrangères.